

**LA CONTRIBUTION DE L'ESPAGNE DANS LA LUTTE CONTRE LE  
TERRORISME AU SAHEL : QUELLES STRATÉGIES POUR LE  
MAINTIEN DE LA PAIX ?**, N'Guessan Estelle KOUAME, N'Guessan Germain  
KOUAME (Université F. H.B. d'Abidjan- Cote d'Ivoire)  
kouamestelle12@gmail.com

**Résumé**

Pour maintenir la paix au Sahel dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, l'Espagne a fait usage d'une série de stratégies comme la lutte contre le changement climatique, la création d'emplois et l'appui financier aux projets de sécurisation en rapport avec le développement durable. La présence de l'Espagne dans cette zone s'est toujours accompagnée d'interventions militaires dans le cadre des missions de pacification de l'ONU et de l'Union Européenne (UE). Elle entend ainsi protéger sa population contre d'éventuels attaques terroristes en provenance de cette partie de l'Afrique. Convaincue qu'avec les armes il lui sera difficile de parvenir à ses fins, l'Espagne réduit ses interventions militaires au Sahel, privilégiant la négociation entre les chefs d'État du Sahel et les groupes armés terroristes. Cette étude vise à démontrer que l'Espagne est un partenaire privilégié et un acteur stratégique dans la lutte contre le terrorisme dans les pays du Sahel tout en identifiant et examinant d'abord ses stratégies de pacification de ces pays et ensuite, de sécurisation de ses propres frontières.

**Mots clés :** Espagne, Sahel, Terrorisme, Développement durable, Intervention militaire, Négociation, Paix

**SPAIN'S CONTRIBUTION TO THE FIGHT AGAINST TERRORISM IN  
THE SAHEL: WHAT STRATEGIES FOR PEACEKEEPING?**

**Abstract**

To maintain peace in the Sahel in the context of the fight against terrorism, Spain has used a series of strategies such as the fight against climate change, job creation and financial support for security projects related to sustainable development. The presence of Spain in this area has always been accompanied by military interventions within the framework of the pacification missions of the UN and the European Union (EU). It thus intends to protect its population against possible terrorist attacks from this part of Africa. Convinced that with arms it will be difficult for it to achieve its ends, Spain is reducing its military interventions in the Sahel, favoring negotiation between the Heads of State of the Sahel and armed terrorist groups. This study aims to demonstrate that Spain is a privileged partner and a strategic player in the fight against terrorism in the countries of the Sahel while identifying and examining first its strategies for pacifying these countries and then for securing its own borders.

**Keywords:** Spain, Sahel, Terrorism, Sustainable development, Military intervention, Negotiation, Peace

## Introduction

L'Espagne a des liens très étroits avec le Sahel car elle est la principale porte d'entrée des migrants illégaux (originaires de l'Afrique) en Europe du fait de sa proximité géographique avec ce continent d'une part; et d'autre part, parce qu'elle offre des opportunités d'intégration professionnelle à ces migrants. Les pays du Sahel sont devenus depuis ces dernières années, le théâtre d'attaques quasi-quotidiennes de bandes terroristes à l'instar d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et du Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique Occidentale (MUDJAO) qu'aucun État africain ne peut contrer sans appuis étrangers. Nous comprenons dès lors l'inquiétude de l'État espagnol quant à la menace terroriste qui pèse aussi bien sur le Sahel que sur le territoire espagnol. C'est probablement cette inquiétude qui l'a amené à répondre spontanément à l'appel de l'ONU au sujet de l'éradication du terrorisme dans les pays du Sahel (S. Altuna Galán, 2018). Cette réponse s'explique par le fait que ce pays européen a une longue expérience en matière de lutte antiterroriste. Il a en effet fait face aux attentats terroristes de l'ETA (Euskadieta Azkatasuna, ex organisation terroriste basée au Pays Basque espagnol). La prolifération des mouvements terroristes perturbe l'ordre public, la stabilité politique et fragilise la paix sociale, garante du développement durable.

Cette problématique pose l'épineuse question de la politique mise en œuvre par l'État espagnol pour lutter contre le terrorisme au Sahel. En d'autres termes, quelles sont les stratégies qu'il utilise pour éradiquer l'hydre terroriste ? De cette question centrale découlent des questions de recherches à savoir : quel est le contenu de son programme d'action ? Comment l'exécute-t-il en vue de maintenir la paix dans les pays du Sahel ? A-t-elle été à la hauteur des défis et enjeux sécuritaires dans le cadre de la pacification de ces pays ? Nous formulons l'hypothèse selon laquelle pour contrecarrer ce phénomène, l'État espagnol a opté pour une politique de coopération au développement économique, le partage équitable des richesses, la création d'emplois, la lutte contre le changement climatique, la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance, l'intervention militaire, le règlement diplomatique des conflits communautaires et la discussion avec les terroristes. En outre, cet engagement s'inscrit dans le cadre de la sécurisation de ses frontières et la protection de sa population contre les agressions extérieures.

L'objectif poursuivi par cette étude est de démontrer que l'Espagne est un partenaire privilégié et un acteur stratégique dans le combat contre le terrorisme dans les pays du Sahel, tout en identifiant et examinant d'abord, ses stratégies de pacification de ces territoires et ensuite, de sécurisation de ses propres frontières. Ainsi donc, nous pensons que l'analyse exploratoire (IBM Cloud Éducation, 2020) et la méthode descriptive (M. Shuttleworth, 2008) sont celles qui

s'adaptent mieux au problème posé. La première approche permet de mieux comprendre les variables d'un ensemble de données et les relations entre elles. Ainsi, au moyen de celle-ci, nous interprèterons les hypothèses que nous avons formulées. Quant à la seconde approche, elle nous aidera non seulement à reconstruire les événements qui nous intéressent à partir de la recherche documentaire mais aussi à décrire le comportement des acteurs qui interviennent dans les conflits qui se déroulent au Sahel.

Pour la recherche exhaustive des sources d'information et de l'interprétation des données que nous avons collectées sur les régions du Sahel, nous avons consulté des archives de centres de recherche internationaux comme *El Grupo de Estudios de Seguridad Internacional (GESI)* et *El Real Instituto Elcano*, des articles scientifiques comme celui de O. Diallo (2019) et des articles de journal tels que *El País* afin de parvenir à des résultats fiables loin de toute position partisane, religieuse ou idéologique.

Pour mener à bien cette recherche, nous l'avons structurée en trois parties. La première partie démontre que le sahel est à l'épreuve de la montée du terrorisme. La deuxième traite de l'appui de l'Espagne au développement et à la sécurisation des pays du sahel. La troisième aborde la question de l'intervention militaire au Sahel et de la négociation avec les terroristes.

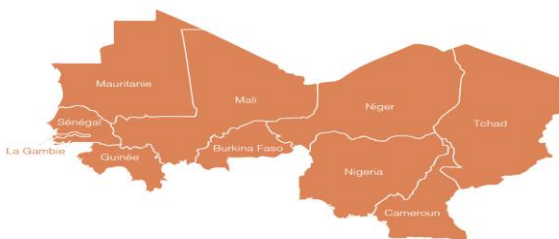
## 1. Le sahel à l'épreuve de la montée du terrorisme

Cette section analysera d'abord les origines du terrorisme au Sahel ; ensuite, l'insécurité alimentaire et la crise communautaire qui y sévissent.

### 1.1. Les origines du terrorisme au Sahel

Le Sahel est un territoire de 3 000 000 de km<sup>2</sup> et d'environ 150 millions d'habitantes (O. Diallo, 2019, p. 174). Il se compose de plusieurs pays : Cameroun, Gambie, Sénégal, Mauritanie Tchad, Niger, Nigeria, Guinée, Mali et Burkina Faso.

#### Carte des pays du Sahel



**Source** : AFRIQUERENOUVEAU, « Le Sahel : une terre d'opportunité », <https://www.un.org/africarenewal/fr/sahel/le-sahel-une-terre-d%E2%80%99opportunit%C3%A9s>

Si on s'en tient au rapport des services desécurité espagnols, rendu public en 2017, AQMI, l'État Islamique (DAESH) ou l'État Islamique en Irak et en Syrie (ISIS), organisations terroristes qui sévissent en Europe et au Sahel proviennent de la Syrie et de l'Irak.

(...) Alqaeda y DAESH o ISIS han sido progresivamente expulsados de gran parte del territorio de Siria e Irak, por lo que sus seguidores podrían intentar mantener el califato virtual desplazándose a países Europeos y/o desplegándose por el Sahel<sup>1</sup> (O. Diallo, 2019, p. 191).

Boko Haram (Nigeria), Al-Shabaab (Somalie), Al-Mourabitoune (Mauritanie) Ansar al-Charia (Lybie et Tunisie) et d'autres groupuscules jihadistes tels que le Front National de Libération (FNL), le Front Islamique du Salut (FIS) sèment régulièrement la terreur sur le continent africain. L'Europe se trouve aussi dans le collimateur des terroristes parce qu'elle est aussi menacée ; d'où la lutte contre cette gangrène.

La situation est devenue critique avec la guerre civile libyenne provoquée par les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (Real Instituto Elcano, 2020). Nous citons entre autres l'Allemagne, la France, l'Italie, les États-Unis, le Canada, l'Espagne et la Belgique. La fin de la guerre a été sanctionnée par l'assassinat du guide libyen, Mouammar Kadhafi, traité de dictateur par ses détracteurs autochtones et par la communauté internationale dite démocratique. Malheureusement, la mort tragique du guide n'a pas apporté la paix et la démocratie en Libye. Elle y a plutôt créé le chaos et a conduit inexorablement à la déstabilisation des États du Sahel, si bien que plusieurs milliers de combattants Touaregs ont convergé vers le nord du Mali, où en 2012, ils ont proclamé un État indépendant, dirigé par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNL).

En collaboration avec les milices d'autodéfense, le MNL cherche à étendre ses activités terroristes tant au Mali que dans les autres pays du Sahel. En réponse à cette initiative, a été créé le (MUDJAO), affilié à Al Qaïda. À ce titre, en 2011, le président du Tchad, Idriss Deby, avait averti dans une interview : « (...) la gravedad de las previsibles consecuencias que la caída del régimen libi podría tener sobre todo el Sahel »<sup>2</sup> à en croire O. Diallo, (2019, p. 177).

Le président tchadien fait également référence à l'immigration illégale des Africains en Europe. Ces propos sont attestés par O. Diallo, (2019, p. 187) lorsqu'il

---

<sup>1</sup>Al-Qaïda et DAESH ou ISIS ont été progressivement expulsés d'une grande partie du territoire de la Syrie et de l'Irak, par conséquent, leurs partisans pourraient tenter de maintenir le califat virtuel en se déplaçant vers les pays européens et/ou en se déployant à travers le Sahel. Notre traduction.

<sup>2</sup>(...) la gravité des conséquences prévisibles que pourrait avoir la chute du régime libyen sur l'ensemble du Sahel. Notre traduction.

affirme: «Al desaparecer el régimen de Gadafi, Libia se habría convertido en vía preferente de acceso a Europa para los emigrantes provenientes de los países del Sahel»<sup>3</sup>. Katty López (2018) estime qu'en 2016, environ 300.000 personnes ont transité par le Sahel, principalement le Niger pour accéder à l'Europe.

En outre, de par sa proximité géographique avec l'Afrique, l'Espagne est exposée aux attentats terroristes qui sévissent au Sahel car les populations qui fuient la crise sécuritaire se réfugient dans des pays Magrébins comme le Maroc d'où ils émigrent facilement dans ce territoire européen. Le Maroc est alors le principal pays de transit qui, aux yeux des autorités espagnoles, représente une menace terroriste pour l'Espagne, d'où la nécessité de faire de la lutte contre le terrorisme au Sahel son cheval de bataille (Gobierno de España 2018). Mais ce combat doit nécessairement impliquer la lutte contre l'insécurité alimentaire et la crise communautaire.

## 1.2. De l'insécurité alimentaire à la crise communautaire

Classés comme les plus pauvres au monde par l'ONU, les pays du Sahel connaissent une croissance démographique qui fait que leur prise en charge constitue une véritable préoccupation pour les autorités gouvernementales.

Les habitants de ces pays sont victimes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition provoquées par le changement climatique qui a entraîné la sécheresse durant la décennie 70-80. Il va sans dire que cette situation a provoqué l'inflation des prix des denrées alimentaires (Katty López, 2017) et le déplacement massif de la population vers des zones plus riches susceptibles de leur offrir de meilleures conditions de vie. Selon le rapport de la *Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo* (Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement) (AECID) (2022, p. 5), «14 millones de personas estarán en situación de inseguridad alimentaria en fase de crisis y urgencia; se prevé que 1,6M de niños y niñas sufran malnutrición severa; y 5,3M de personas sufrirán desplazamiento forzado»<sup>4</sup>.

Par ailleurs, il existe une inégalité interne très accentuée entre le Nord et le Sud de ces territoires et entre les zones rurales et urbaines dans le domaine des infrastructures ; ce qui impacte négativement le niveau de vie de la population. Dans ces zones pauvres et reculées, plusieurs milliers de bergers nomades se sentent marginalisés.

L'incapacité des différents gouvernements à promouvoir le développement social et économique fait de ces localités, « le berceau » de la criminalité dont les

---

<sup>3</sup>Si le régime de Kadhafi venait à disparaître, la Libye deviendrait la voie d'accès privilégiée vers l'Europe pour les émigrés des pays du Sahel. Notre traduction.

<sup>4</sup>14 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire en phase de crise et d'urgence ; il a été prévu que 1,6 million de garçons et de filles souffriront de malnutrition sévère ; et 5,3 millions de personnes subiront un déplacement forcé. Notre traduction.

terroristes profitent pour l'expansion de leur idéologie et l'extension de leur territoire; Cela provoque des mécontentements populaires à l'encontre de l'État. Dès lors, ces pays deviennent des zones d'instabilité politique où la fréquence de coups d'État débouche sur des changements de régimes politiques et sur des rébellions armées récurrentes comme au Mali: « Mali ha vivido varios intentos de rebelión armada por una parte del componente arabo-berber o Tuareg en las regiones del norte (Gao, Tombuctú y Kidal): 1962-1964, 1990-1996, 2006-2009 »<sup>5</sup> (O. Diallo, 2019, p. 172).

En avril 2018, l'État Islamique dans le Grand Sahara (ISGS) aurait orchestré le massacre de 40 Touaregs (bergers nomades, fulbe ou peul). Un an plus tard, précisément en mars 2019, une dispute qui a éclaté entre les peuples Fulani et Dogo aurait fait 173 morts dans les rangs de premières cités (T. Cock et D. Lewis, 2017). Quant à la Mauritanie, elle a enregistré le premier attentat sur son territoire en avril 2005 ; cela a coûté la vie à 15 de ses soldats (B. Dakono, 2022, p. 33). Cet attentat a été revendiqué par AQMI. Ces affrontements dus à la « mauvaise gouvernance » fragilisent davantage le Mali et dégradent la stabilité et la sécurité au Sahel.

Les organisations terroristes comme le MNLA et le MUDJAO (qui se sont arrogées le titre de défenseurs de la cause d'un peuple « déshérité ») profitent de cette situation délétère pour recruter leurs membres parmi les populations les plus vulnérables ou les « laissés pour comptes ». Le MUDJAO étend son influence au Niger où il obtient les services des milices d'autodéfense de la communauté peulh (M. Galy, 2013, p. 54).

Le recrutement se fait soit physiquement soit par le biais des réseaux sociaux numériques dont le caractère extraterritorial garantit l'anonymat de ses utilisateurs. Ces moyens de communication modernes servent à diffuser des communiqués de presse et des vidéos en lien avec les activités des djihadistes qui utilisent la violence comme moyen d'expression. Cet état de fait traduit l'importance des réseaux sociaux dans la propagation du terrorisme dans le monde.

Un certain nombre de jeunes nigériens en situation d'extrême pauvreté ont été impactés par le mode de vie des recrues qui bénéficient de l'aide matérielle et financière des terroristes :

Los jóvenes pastores fulani de la región de Tillabéri, en el Níger, se ven atraídos por la forma de vida de los jóvenes que colaboran con los terroristas y que tienen armas,

---

<sup>5</sup>Le Mali a connu plusieurs tentatives de rébellion armée d'une partie de la composante arabo-berbère ou Touareg dans les régions du nord (Gao, Tombouctou et Kidal): 1962-1964, 1990-1996, 2006-2009. Notre traduction.

conducen motos y van bien vestidos (...) [se] les reportaría un mayor prestigio y estatus social el unirse a un grupo extremista<sup>6</sup> (O. Diallo, 2019, p. 192-193).

Partant de cette constatation, on peut affirmer que certains jeunes africains ont intégré les rangs des terroristes non pas par la force mais volontairement. Ils entendent ainsi se protéger et rétablir la justice dans leur pays. Zélés, ils perpétrent des actes terroristes contre l'État selon le système juridique d'un Islam radical appelé charia.

Les pays du Sahel ont connu des agressions terroristes auxquelles s'adjoignent les attaques des positions des forces de l'ordre étrangères, les enlèvements d'autochtones et d'expatriés dans le but de faire fléchir leurs détracteurs d'une part et d'autre part, pour demander une rançon (M. Buesa, 2013). Ce mode opératoire leur permet d'alimenter les réseaux terroristes:

(...) Al Qaeda Magreb Islámico (AQMI) llegó a hacerse con más de 65 millones de euros en 10 años, de 2003 hasta 2013 (...) habría ingresado entre 125 y 165 millones de dólares en cobro de rescates tras el secuestro de ciudadanos occidentales. Sólo un país como España se habría visto forzado a entregar más de 20 millones de euros por liberación de rehenes<sup>7</sup> (O. Diallo, 2019, p. 177).

Incapables de combattre l'hydre terroriste du fait de l'insuffisance de moyens logistiques et financiers, les gouvernements du Sahel se tournent vers l'Europe communautaire. La réponse de l'Espagne à cet appel ne s'est pas fait attendre : elle met en œuvre plusieurs stratégies dont l'appui au développement et à la sécurisation des pays du Sahel dans le cadre de l'éradication de ce fléau.

## **2. Appui de l'Espagne au développement et à la sécurisation des pays du sahel**

Pour maintenir la paix au Sahel, l'Espagne estime qu'il est nécessaire de lutter contre le changement climatique, l'insécurité alimentaire et la pauvreté avant de plancher sur la sécurisation du territoire en luttant contre le trafic de drogue et d'immigrants.

---

<sup>6</sup>Les jeunes éleveurs fulani de la région de Tillabéri au Niger sont attirés par le mode de vie des jeunes qui collaborent avec les terroristes et qui ont des armes, conduisent des motos et sont bien habillés (...) cela les rendra très prestigieux et leur donnera un statut social s'ils s'associent à un groupe extrémiste. Notre traduction.

<sup>7</sup>(...) Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) a réussi à mettre la main sur plus de 65 millions d'euros en 10 ans, de 2003 à 2013 (...) il aurait investi entre 125 et 165 millions de dollars en collecte de rançon après la séquestration de citoyens occidentaux. Seul un pays comme l'Espagne aurait été contraint de donner plus de 20 millions d'euros pour la libération des otages. Notre traduction.

## 2.1. La lutte contre le changement climatique, l'insécurité alimentaire et la pauvreté

La recherche de la paix au Sahel est une priorité pour l'Espagne. Celle-ci impute au changement climatique et à ses corollaires, le terrorisme qu'expérimente le Sahel. Pour y remédier, elle a apporté son expertise et des fonds au sommet célébré en juin 2017 au Burkina Faso en vue d'évaluer les stratégies de lutte contre le changement climatique. Pendant cette réunion, les présidents du Burkina Faso, du Mali et du Niger se sont accordés sur la nécessité d'une coopération plus large entre leurs pays. De plus, il est à noter qu'il y a eudés efforts pour la reforestation, spécialement au Niger, grâce aux campagnes de sensibilisations menées par l'Espagne. Aussi apporte-t-elle par le biais du Programme Alimentaire Mondial (PAM) son soutien au Sahel notamment au Mali, au Burkina et au Niger dans leur combat pour le renforcement et l'investissement dans les secteurs productifs, en finançant les projets de développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie et en créant des emplois (V. Bonnacase et J. Brachet, 2013, p. 83). Le coût de ces projets qui s'élevait à 122 000 000 d'euros en 2003, est passé à 400 000 000 en 2006 selon les statistiques de D. Urteaga Guijarro, (2020, p. 4).

L'Espagne s'investit également dans les activités féminines en soutenant la participation des femmes au marché du travail et en facilitant leur accès aux ressources financières. Les projets de développement mis en chantier avec ses partenaires visent à octroyer des conditions de souveraineté économique et une autonomie financière aux États du Sahel selon l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 (Gobierno de España, 2009).

Dans la perspective du développement durable, les Africains ont conçu le premier « Plan Afrique ». Concrètement, il a pour objectif de résoudre « (...) [los] problemas globales como la pobreza, la amenaza terrorista o la preservación del medio ambiente »<sup>8</sup>. (La Moncloa, 2006, p. 1). Ce plan Afrique garantit un cadre diplomatique dans lequel l'Espagne réalise ses activités économiques en faveur du Sahel dans le contexte de la lutte contre la pauvreté et le terrorisme.

S'appuyant sur le volet politico institutionnel qui promeut la démocratie et la paix, garants d'un environnement paisible, l'Espagne demande aux autorités des nations du Sahel, une grande présence dans le nord afin d'éviter de frustrer les habitants de cette localité. En clair, elle les invite à respecter les valeurs de la bonne gouvernance telles que le partage équitable des biens de la société, le partage du pouvoir politique, l'alternance au pouvoir, la protection de la population contre les agressions intérieures et extérieures. Car le non-respect de ces valeurs est à l'origine des coups d'États, des conflits intercommunautaires ou ethniques (J. Naranjo, 2018) et du terrorisme. Alors, sans la stabilité politique, la démocratie, et

---

<sup>8</sup>(...) [Les] problèmes mondiaux tels que la pauvreté, la menace terroriste ou la préservation de l'environnement. Notre traduction.



la paix, aucun investissement ne peut porter des fruits. Ainsi, l'Espagne contribue à maintenir les populations africaines dans leurs pays d'origine.

Au-delà de l'appui à un développement durable au Sahel, les autorités espagnoles cherchent à barrer la route de l'Espagne aux immigrants illégaux « porteurs des germes » du terrorisme car ils pourraient constituer une menace sécuritaire pour la population.

Le premier plan Afrique est renforcé par le deuxième « plan Afrique » 2009-2012 fondé sur :

el apoyo a procesos de paz y seguridad, la consolidación democrática e institucional, la lucha contra el hambre y la pobreza, la promoción de inversiones y relaciones comerciales, el desarrollo socio-económico sostenible, la asociación migratoria, el refuerzo de la relación multilateral España-África y con la Unión Europea, la consolidación de la presencia política e institucional (...) <sup>9</sup> (Gobierno de España, 2009, p. 11).

L'une des plus grandes avancées du soutien de l'Espagne s'inscrit dans le contexte d'un apport financier et de dons aux gouvernements du Sahel appelés G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso) créé en Février 2014 dans le but de renforcer la coopération au niveau régional (Gobierno de España, 2021). Ces pays conjuguent leurs forces pour faire face aux défis liés au changement climatique à travers le Programme d'Inversions Prioritaires (PIP). Les technologues Espagnols, experts en matière de lutte contre l'émission de gaz à effet toxique ont mis leur expertise à la disposition du G5 Sahel après une conférence prononcée le 6 décembre 2018 à Nuakchott (Mauritanie) à laquelle ont participé les membres de l'Alliance Sahel (Union Européenne, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Programme des Nations Unies Pour le Développement (PNUD)), l'Espagne, l'Italie, le Royaume Uni, le Luxembourg, le Pays Bas et le Danemark. L'objectif étant d'aider le G5 Sahel à acquérir la capacité de garantir sa propre sécurité afin d'être autonome. À ce sujet, O. Diallo (2019, p. 183) disait: «La iniciativa recibió el apoyo de la Unión Europea (UE) para el diálogo político, la cooperación al desarrollo, y la seguridad y estabilidad en la región» <sup>10</sup>.

À titre personnel l'Espagne accorde une aide économique et logistique à la coordination régionale des pays du Sahel par le truchement de l'AECID qui se

---

<sup>9</sup>Le soutien aux processus de paix et de sécurité, la consolidation démocratique et institutionnelle, la lutte contre la faim et la pauvreté, la promotion des investissements et des relations commerciales, le développement socio-économique durable, l'association migratoire, le renforcement de la relation multilatérale Espagne-Afrique et avec l'Union Européenne, la consolidation de la présence politique et institutionnelle (...) Notre traduction.

<sup>10</sup>L'initiative a reçu le soutien de l'Union européenne (UE) pour le dialogue politique, la coopération au développement, la sécurité et la stabilité dans la région. Notre traduction.

consacre à la lutte contre la pauvreté et au développement durable dans le cadre de l'Agenda 2030 régional (Gobierno de España, 2021).

Le G5 Sahel perçoit cette initiative comme la réponse adéquate à la menace terroriste. À la problématique du terrorisme, s'associe la lutte contre le trafic de drogue dans l'optique de sécuriser les frontières du Sahel.

## 2.2. Sécurisation du Sahel : la lutte contre le trafic de drogue et d'immigrants

Pour relever les défis sécuritaires auxquels fait face le Sahel, l'Espagne élabore un projet dont le but est de démanteler les réseaux de trafic de drogue et d'immigrants qui permettent aux terroristes qui violent les droits de l'homme de se consolider. Tel est l'exemple du Mali que nous présente O. Diallo (2019, p. 179) :

De los estudios e informaciones analizados, en torno a las fuentes de financiación de los grupos terroristas operando en la región de Sahel, se ha llegado al resultado de que principalmente sus fondos proceden (...) del tráfico de drogas y el tráfico de personas inmigrantes. Las cantidades de fondos que obtienen en estos actos delictivos son suficientemente elevadas para convertirlos en actores influyentes y con poder adquisitivo en una región pobre, infra dotada y de bajas rentas familiares<sup>11</sup>.

Il s'est installé un véritable marché de trafic de drogue procédant de l'Amérique du Sud (cocaïne), du Moyen Orient (héroïne) et du Maroc (hachis) selon les investigations de J. C. Fagín (2017).

Considéré commeno *man's land*, le nord des pays du Sahel a été converti en un territoire où des mafias exercent impunément des activités illicites. Pour ce qui est du trafic d'immigrants, générateur de ressources financières, exploitées à des fins terroristes, O. Diallo (2019, p. 180) affirme :

El cobro de impuestos de tránsito a los emigrantes que pasan por el Norte de Mali, según testigos oculares, sería otro verdadero negocio para los grupos terroristas armados ya que cada clandestino viajero le impondrían pagar por cruzar, pudiendo además ser víctimas de violaciones, abusos y vulneración de sus derechos humanos<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup>Des études et informations analysées, concernant les sources de financement des groupes terroristes opérant dans la région du Sahel, il ressort que leurs fonds proviennent principalement (...) du trafic de drogue et du trafic d'immigrants. Les sommes d'argent qu'ils obtiennent dans ces actes criminels sont suffisamment élevées pour commettre des acteurs influents avec un pouvoir d'achat dans une région pauvre, sous-financée et à faible revenu familial. Notre traduction.

<sup>12</sup>La collecte de taxes de transit en rapport avec les émigrants transitant par le Nord du Mali, selon des témoins oculaires, serait un autre véritable business pour les groupes terroristes armés puisque chaque voyageur clandestin serait contraint de payer pour traverser, et pourrait également être victime de viols, d'abus et violation de leurs droits humains. Notre traduction.

Tous les pays victimes des assauts meurtriers des terroristes sont confrontés au même problème de trafic de drogue (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 2016). Il faut démanteler à tout prix ces réseaux de financement des organisations terroristes si l'on veut pacifier et stabiliser le Sahel et par la même occasion, préserver l'Espagne d'agressions non justifiées. Mais l'Espagne oublie qu'en s'immisçant dans les affaires du Sahel, elle exacerbe la haine des terroristes à son endroit et expose sa population à des attentats qui pourraient lui porter préjudice.

Les ressources générées par les trafics de drogue et d'immigrants favorisent le trafic d'armes qui permet aux djihadistes de sévir dans les régions du Sahel et de s'y maintenir pendant longtemps. Pour les déloger, l'Espagne recourt à la force. La politique de développement durable au Sahel n'exclut donc pas une intervention militaire qui plus tard cèdera la place à la négociation avec les terroristes.

### **3. De l'intervention militaire à la négociation**

Cette partie montre comment de l'intervention militaire, l'Espagne est passée à l'appui des pays du Sahel pour la négociation dans le cadre de la recherche de la paix.

#### **3.1. Interventions militaires au Sahel**

L'ONU et L'UE déploient des forces armées spéciales au Sahel pour faire face aux djihadistes. Dans les opérations militaires menées par ces organismes internationaux, l'Espagne s'est assignée dès 2013, la mission de former les forces de défense et de sécurité locales : « La fuerzadestacada en el Sahel est de 300 soldadosdedicadosfundamentalmenteaformación, entrenamientomilitar, vigilancia y proyectos de cooperación »<sup>13</sup> (O. Diallo, 2019, p. 186). Ainsi, elle contribue au renforcement des capacités opérationnelles et institutionnelles des forces armées sahéliennes.

Depuis l'occupation du territoire malien par les terroristes en 2012, l'Espagne a toujours soutenu activement les pays du Sahel du point de vue militaire (J. A. Moliner, 2015). C'est dans ce contexte que le Premier Ministre Pedro Sánchez a effectué un déplacement au Mali pour soutenir moralement et féliciter l'unité militaire espagnole en charge de la formation des forces armées et de sécurité maliennes depuis 2013 à travers *European Union Training Mission in Mali* ou Mission de Formation de l'Union Européenne au Mali (EUTM-Mali) (J. G., Mora, 2018) comme le montre la photographie suivante :

---

<sup>13</sup>La force déployée au Sahel est composée de 300 militaires dédiés principalement à des projets de formation, de formation militaire, de surveillance et de coopération. Notre traduction.

**Photographie 1** : Le Chef du gouvernement, Pedro Sánchez, lors de sa visite en décembre 2018 au contingent militaire espagnol déployé au Mali



**Source** : GOUVERNEMENT D'ESPAGNE, 2021, *Focus Afrique 2023, Agenda 2030*, Madrid, Ministère des Affaires Étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, p. 18.

La contribution de l'Espagne à la sécurisation du Sahel dans le cadre de la mission de l'UE est également perceptible à travers le projet Groupes d'Actions Rapides-Surveillance et Intervention (GAR-SI). L'objectif du GAR-SI est de mobiliser des fonds pour former des militaires africains en matière de techniques de guerre, de services de renseignement et d'investigation dans la lutte contre le terrorisme. En outre, l'Espagne fait des dons de matériels comme les jumelles de vision nocturne, les radios de transmission et les véhicules au contingent militaire des nations du Sahel. Ces dons renforcent les liens de coopération entre l'Espagne et ses partenaires africains, la population civile sans oublier la capacité des militaires africains. C'est dans ce contexte qu'en 2018, au terme de la formation d'une unité militaire nigérienne par l'armée espagnole, que le Général espagnol Antonio Castejon Espinosa a remis le drapeau de la compagnie de la gendarmerie entraînée au Président du Niger. Nous en voulons pour preuve la photographie suivante.

**Photographie 2** : Le général Espinosa donne le drapeau de la compagnie de gendarmerie entraînée dans le cadre du programme GAR-SI au Président de la République de Niger



**Source** : Gouvernement d'Espagne, 2021, *Focus Afrique 2023, Agenda 2030*, Madrid, Ministère des Affaires Étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, p. 18.

Par ailleurs, une délégation espagnole s'est rendue à Niamey (Niger) en 2021 en vue de participer à un congrès sur le terrorisme. Le but était de présenter les projets et l'expertise espagnols aux pays du Sahel en matière de la guerre antiterrorisme :

un alto nivel de la delegación española (...) se desplazó hasta la capital nigerina para (...) presentar varias de esas iniciativas (...) como, por ejemplo, las estrategias de prevención, investigación y desmantelamiento de la amenaza terrorista, la cooperación en materia de inteligencia o la capacitación de las fuerzas policiales y armadas locales<sup>14</sup>(Gobierno de España, 2021, p. 1).

En collaboration avec les différents gouvernements du Sahel et avec l'approbation du Conseil de Sécurité de l'ONU (Résolutions 2071, 2012) et les Forces Armées du Sahel, l'État espagnol a réussi à mettre en marche des initiatives militaires et politiques (J. Jordán, 2014). Il a en effet mobilisé des entités sous-régionales telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) et le G5 Sahel pour soutenir les efforts de l'Opération Serval (2013-2014) au Mali et l'Opération Barkhane (2014-2019) qui couvrait cinq pays du Sahel : Tchad, Niger, Burkina Faso, Mali et Mauritanie. L'Espagne appuie la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) dont les armées sont engagées au Sahel. Son intention est non seulement de récupérer les territoires du Sahel occupés par les terroristes mais aussi d'y maintenir l'ordre (Gobierno de España, 2018). C'est dans cette optique que, se référant au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies approuvée par la Résolution 2100 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 1<sup>er</sup> juillet 2013, 12.500 casques bleus africains ont été déployés au Mali (O. Diallo, 2019). En un temps record, toutes les régions du Centre-Nord du Mali ont été récupérées à l'exception de Kidal (bastion du terrorisme au Mali), proche de la frontière avec l'Algérie (O. Diallo, 2019). Pour consolider son soutien à la résilience des États du Sahel contre le terrorisme, l'Espagne offre ses services aux gouvernements des zones concernées en les aidant à gérer le flux migratoire et à surveiller leurs frontières terrestres et maritimes. Cet engagement pour la stabilité et la pacification de la zone sahélienne lui a valu d'être reconnue par l'ONU et l'UE comme nation démocratique promotrice de la paix au Sahel.

En marge des opérations militaires réalisées dans le contexte des missions mandatées par l'ONU au Sahel, l'Espagne participe aux côtés de l'OTAN aux opérations de démantèlement des terroristes au Sahel notamment au Mali. A cet

---

<sup>14</sup>Un haut niveau de la délégation espagnole qui s'est rendue dans la capitale nigérienne pour (...) présenter plusieurs de ces initiatives (...) telles que, par exemple, les stratégies de prévention, d'investigation et de démantèlement de la menace terroriste, la coopération en matière de renseignement ou la formation de la police locale et des forces armées. Notre traduction.

effet, en 2021, à l'occasion du « sommet de l'alliance à Madrid sur « Le terrorisme parmi les “menaces hybrides” » elle n'a pas caché son intention d'intervenir au Mali. En effet, lors d'une interview réalisée par la station Radio Nationale Espagnole (RNE) après le sommet, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, interrogé sur l'intervention de l'Espagne au Mali, a déclaré : « “Non, nous ne l'excluons pas » (...) “Si c'était nécessaire et si cela représentait une menace pour notre sécurité, nous le ferions” » (News Bamaco.Com, 2022).

Le constat est sans appel puisqu'à entendre le ministre José Manuel Albares, de la stabilité des pays du Sahel, dépend celle de l'Espagne. Certes en intervenant au Sahel, l'Espagne envisage protéger sa population contre les terroristes mais sa politique interventionniste pourrait être bénéfique pour les nations du Sahel car elle n'exclut pas la négociation avec les terroristes dans le cadre de la recherche de la paix.

### **3.2. Appui de l'Espagne à la négociation entre les pays du Sahel et les terroristes**

L'État espagnol soutient les efforts de médiation des autorités gouvernementales sahéliennes lors des négociations avec leurs ennemis. En clair, il estime qu'il est opportun d'aider les gouvernements des pays sahéliens en les encourageant à discuter avec les insurgés Touaregs, affiliés à des organisations terroristes étrangères telles que AQMI (M. Siali, 2020) auxquelles nous avons fait référence plus haut; car, pense-t-il, un compromis entre ces deux entités les rendrait très fort et fragiliserait les cerveaux de ces organisations djihadistes radicales. Par ailleurs, il préconise le règlement des conflits religieux et intercommunautaires via une discussion franche.

Pour parvenir à un résultat plus efficient, le gouvernement espagnol travaille dans un cadre bilatéral en menant une politique conciliante avec les chefs d'État africains. Cette posture lui confère une image de nation démocratique, respectueuse de la souveraineté des pays africains.

Après avoir reconnu les efforts des dirigeants politiques africains dans le processus de démocratisation de leurs pays, les médiateurs espagnols leur ont conseillé une politique d'ouverture avec l'opposition politique, le partage du pouvoir politique, l'alternance politique, les élections justes et transparentes, le partage équitable des biens de la société et le dialogue. C'est ainsi qu'ils pourraient empêcher les jeunes de se faire enrôler dans les organisations extrémistes violentes et parvenir à les bouter hors du Sahel. Même si la position de l'Espagne heurte la sensibilité des Africains du Sahel, elle pourrait leur épargner les coups d'État et des guerres civiles qui débouchent presque toujours sur l'instauration de régimes dictatoriaux.

À la lumière de l'analyse de la politique espagnole au Sahel, on comprend mieux que la nature et la qualité de la gouvernance ont provoqué non seulement des relations tendues entre l'État et les citoyens mais aussi l'instabilité des nations

africaines et la multiplication des actes terroristes. C'est probablement à la suite de cette interpellation et conscientisation que le gouvernement malien a signé un accord de paix avec les rebelles Touaregs à Ouagadougou (Burkina Faso) le 18 juin 2013 comme en témoignent les propos qui suivent :

El Gobierno en transición de Mali logró firmar el 18 de junio 2013 en Uagadugú un Acuerdo preliminar que favorecía la celebración de elecciones presidenciales en todo el territorio de Mali (Julio /agosto 2013 y legislativas en Noviembre 2013) y establecía un compromiso para el inicio de las conversaciones de paz con el norte<sup>15</sup> (O. Diallo, 2019, p. 189).

Les principaux groupes Touaregs signataires de l'accord de paix dénommé « Accord de Ouagadougou » avec le gouvernement du Mali sont aux nombres de deux : le MNLA et le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad. Convaincus que la paix est le socle du progrès, très tôt, deux autres groupes rebelles ont adhéré à l'Accord de Ouagadougou. Il s'agit de la Coordination des Mouvements et Forces Patriotiques de Résistance (MFPR) et du Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA). Toujours dans la même veine, un autre accord de paix et de réconciliation a été signé par les mêmes protagonistes le 15 mai 2015, à Alger (Algérie). Il est question de l'Accord d'Alger qui vient renforcer l'Accord de Ouagadougou. Pour Charlotte Wiedemann (2018), ces accords ont été imposés en partie par les puissances européennes.

La recherche de la stabilité et de la paix par le dialogue a été saluée par l'Espagne qui a participé dans la mesure du possible, à la promotion de la réconciliation au Mali (J. Naranjo, 2013) en lui offrant un cadre institutionnel et diplomatique de médiateur. Cela a exhorté les acteurs politiques à ouvrir le dialogue avec les mouvements terroristes. Par cette action, elle ambitionne de motiver tous les pays du Sahel à souscrire pour la paix en s'inspirant du modèle malien. C'est le cas du Burkina Faso qui refusait d'engager le moindre dialogue avec les insurgés.

Même si la concrétisation de ces accords de paix est difficile, il faut tout de même reconnaître que « (...) el acuerdo de Argel de 2015 ha marcado un paso importante para la paz duradera en Malí (...) »<sup>16</sup> (O. Diallo, 2019, p. 185). On observe donc la volonté et la bonne foi de tous les protagonistes pour parvenir à une paix durable puisque les négociations menées avec des finalités opérationnelles immédiates ont permis la célébration d'élections démocratiques sur toute l'étendue du territoire malien en septembre 2013 (O. Diallo, 2019, p. 183). Ainsi donc, on

---

<sup>15</sup>Le Gouvernement en transition du Mali a réussi à signer un accord préliminaire le 18 juin 2013 à Ouagadougou qui favorisait la tenue d'élections présidentielles sur l'étendue du territoire malien (juillet/août 2013 et élections législatives en novembre 2013) et établissait un engagement pour instaurer pour parler de paix avec le nord. Notre traduction.

<sup>16</sup>(...) L'accord d'Alger de 2015 a marqué une étape importante pour une paix durable au Mali. Notre traduction.

constate le retour à la normalité matérialisé par le redéploiement des institutions politiques, de l'administration et des forces armées régulières dans la partie nord du Mali. C'est dans cette dynamique, qu'en 2021, au Mali, le cercle de Niono (région de Ségou), que le Haut Conseil Islamique (HCI) a engagé des pourparlers avec les rebelles (B. Dakono, 2022, p. 29). Cette option induit aussi d'ouvrir la discussion aux terroristes car les marginaliser limiterait les possibilités de construire une paix véritable.

De plus, ces négociations ont impulsé les États africains réticents à dialoguer avec les assaillants et à réviser leurs positions car les dialogues politique et civil créent un cadre de vie apaisant.

Dans le contexte de la recherche de la paix, soutenue par l'ONU, la CEDAO a montré en 2012, 2013, 2020 et 2022 au Mali et en 2018 et 2021 au Burkina Faso, sa capacité à résoudre les problèmes liés aux putschs que connaissent ces États en optant pour la négociation avec les putschistes. C'est ainsi que l'organisation a réussi à ramener l'ordre constitutionnel et la paix dans les États membres en proie à des coups d'État. Elle doit en partie le succès de la négociation avec les putschistes à la médiation de l'UE. L'Espagne n'est pas restée en marge de ces négociations ; c'est au nom du rétablissement de la paix dans les États africains que le Premier Ministre Pedro Sanchez a déclaré :

L'Espagne recherche une meilleure articulation (...) dans le cadre du dialogue avec les autorités africaines et les entités sous-régionales telles que les représentants de la société civile, en particulier les femmes engagées à l'égard de la paix et de la sécurité. En un mot, l'Espagne sera toujours favorable au renforcement de la présence des États dans toutes leurs zones fragiles. (Gobierno de España, 2021, Focus Africa 2023, p. 18).

L'Espagne a participé aux négociations pour obtenir la libération d'otages et protéger l'accès humanitaire. Elle met également un point d'honneur à la participation de la société civile et surtout de la femme aux dialogues car elle représente un maillon fort dans le maintien de la paix comme le préconise le troisième « plan Afrique » 2019 dénommé « L'Espagne et l'Afrique, défis et opportunités », approuvé par le gouvernement Espagnol (Gobierno de España, 2021).

Rétablir la paix au Sahel en combattant le terrorisme et en soutenant les pays du Sahel dans une perspective de discussion avec l'ennemi, tel est l'objectif que l'Espagne aimerait atteindre pour le bonheur des pays du Sahel dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant.

## **Conclusion**

La lutte contre le terrorisme au Sahel, durant ces dernières années est devenue une préoccupation pour les nations du monde en l'occurrence l'Espagne. Au nom du maintien de la paix dans cette partie de l'Afrique, cette dernière offre



ses services aux pays cibles en y réalisant des actions de développement économique qui passent nécessairement par la lutte contre le changement climatique, l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Elle s'est également engagée dans la lutte contre l'immigration illégale en offrant un cadre de vie agréable à la jeunesse et aux chômeurs par la création d'emplois, spécialement dans le Nord, bastion des attentats terroristes. Aussi en collaboration avec les gouvernements des États du Sahel, œuvre-t-elle d'une part pour le retour à la normalité dans les zones en proie à l'insécurité terroriste ; et d'autre part, pour la bonne gouvernance. Le point le plus saillant des stratégies mises en marche par l'Espagne dans le contexte de la recherche d'une paix définitive dans cette zone réside dans l'exécution d'opérations militaires conjointes avec les forces armées locales auegard des principes du Conseil de Sécurité des Nations Unies et ceux de l'Union Européenne (UE). La réponse aux attaques terroristes requiert un important travail de coordination bilatérale en logistique, information sur les agissements et actions des terroristes, la formation des forces de sécurité et le contrôle des frontières. L'implication des autorités politiques, des communautés locales, des groupes ethniques, des autorités militaires et de la population civile dans ce processus de maintien de la paix via la négociation est nécessaire pour contrer les organisations terroristes et pour réaliser des projets de développement en vue d'améliorer le niveau de vie des populations de ces régions. Naturellement, sans la paix, tout effort pour un développement durable est vain. La paix est un processus dont l'interruption provoquerait le chaos dans les Pays du Sahel. Même si les actions de l'Espagne en faveur de la paix au Sahel sont mises en mal par des critiques sévères pour n'avoir pas obtenu les résultats escomptés, il faut reconnaître qu'elle a tant bien que mal tiré son épingle du jeu grâce à une parfaite collaboration avec les États du Sahel dans le cadre d'une coopération bilatérale gagnant-gagnant. Par ailleurs, les stratégies qu'elle a mises en place au Sahel ont été efficaces car elles ont contribué à l'organisation d'élections au Mali, le redéploiement de l'administration dans le nord des pays du Sahel, la collaboration entre les armées et communautés locales. Le tout a été couronné par le dialogue entre les États du Sahel et les rebelles. Si la discussion se poursuit, elle pourrait à la longue donner des résultats probants en ce qui concerne l'éradication du terrorisme. C'est ainsi que le Sahel connaîtra une paix durable car comme disait un rapport des Nations Unies (2022), « (...) alors que les conflits font rage, le dialogue reste « le seul espoir » de paix ».

### **Références bibliographiques**

AFRIQUERENOUVEAU, « Le Sahel : une terre d'opportunité », <https://www.un.org/africarenewal/fr/sahel/le-sahel-une-terre-d%E2%80%99opportunit%C3%A9s> (08.02.2023).

N'Guessan Estelle KOUAME, N'Guessan Germain KOUAME, La contribution de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme au sahel: quelles stratégies pour le maintien de la paix ?, revue *Échanges*, n° 020, juin 2023

- AGENCIA ESPAÑOLA DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO, 2022, *Estrategia Humanitaria 2022-2023. El Sahel*, Madrid, Cooperación Española
- ALTUNA GALÁN Sergio, 2018, *La contribución española actual a la lucha contra el terrorismo en el Sahel*, Madrid, Instituto Elcano.
- BONNECASE Vincent et BRACHET Julien, 2013, *Les crises sahéliennes entre perceptions locales et gestions internationales*, Paris, l'Harmattan.
- BUESA Mikel, 2013, «Secuestro terrorista. Rehenes», *Libertad Digital* 25/01/2013. <http://www.libertaddigital.com/opinion/mikelbuesa/secuestro-terrorista-1-rehenes-67180/> (08.02.2023).
- COCKS T et LEWIS D, 2017, « Why Niger and Mali's cattle herders turn to jihad. Reuters », <https://www.reuters.com/article/us-niger-mali-security-insight/why-niger-and-malis-cattle-herders-turned-to-jihad-idUSKBN1DC06A> (06.02.2023).
- DAKONO Baba, 2022, *Du « tout sécuritaire » au dialogue, diplomatique : faut-il envisager une stabilité négociée au Sahel*, Dakar, Centre de Compétence Afrique Subsaharien.
- DIALLO Oumar, 2019, «La inseguridad terrorista en Mali», *Anduli, Revista andaluza de ciencias sociales*, N°. 18, p. 171-197.
- FAGÍN José Carlos, 2017, «Sahel, amenazas de la nueva frontera», *Instituto Español de Estudios Estratégicos. Documento de Opinión* 15/2017, 13/02/2017. [http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs\\_opinion/2017/DIEEEE015](http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2017/DIEEEE015) (08.02.2023).
- GALY Michel, 2013, *La guerre au Mali : comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombres*, Paris, Editions la Découverte.
- GOBIERNO DE ESPAÑA, 2009, *Plan África 2009-2012*, Madrid, Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación.
- GOBIERNO DE ESPAÑA, 2018, *Informe de seguridad nacional de España 2017*, Departamento de Seguridad Nacional de la Presidencia de Gobierno, Consejo de Seguridad Nacional.
- GOBIERNO DE ESPAÑA, 2021, *España refuerza su compromiso en la lucha contra el terrorismo en el Sahel*, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación.
- GOUVERNEMENT D'ESPAGNE, 2021, *Focus Afrique 2023, Agenda 2030*, Madrid, Ministère des Affaires Étrangères, de l'Union européenne et de la coopération.
- GUIJARRO Diego Urteaga, 2020, *15 años de relaciones entre España y el Sahel*, Madrid, Instituto Español de Estudios Estratégicos.
- IBM CLOUD EDUCATION, 2020, « Analyse exploratoire des données », <https://www.ibm.com/fr-fr/cloud/learn/exploratory-data-analysis>(08.02.2023).

N'Guessan Estelle KOUAME, N'Guessan Germain KOUAME, La contribution de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme au sahel: quelles stratégies pour le maintien de la paix ?, revue *Échanges*, n° 020, juin 2023

- JORDÁN Javier, 2014, « Los grupos yihadistas en el Sahel, un año después de la operación militar en malí », *Grupo de Estudios en Seguridad Internacional (GESI)*, 05/02/2014.<http://www.seguridadinternacional.es/?q=es/content/los-grupos-yihadistas-en-el-saheluna%C3%B1o-despu%C3%A9s-de-la-operaci%C3%B3n-militar-en-mal%C3%AD> (15.02.2023).
- LA MONCLOA, 2006, *Plan África 2006-2008*, Madrid, Complejo de la Moncloa.
- LÓPEZ Katty, 2017, «Conociendo el Sahel, la región más pobre del mundo», *UnitedExplanations*, 15/03/2017. <http://www.unitedexplanations.org/2017/03/15/que-esta-pasando-en-el-sahel/> (08.02.2023).
- MOLINER Juan Antonio, 2015, «La política de defensa de España ante la amenaza del terrorismo yihadista», *Revista de Estudios en Seguridad Internacional*, Vol. 1, N°. 1, p. 1-16.
- MORA Jaime G., 2018, « ¿Qué habría sido de Malí si no estuviéramos aquí? », *ABC*, [https://www.abc.es/espana/abci-habria-sido-mali-si-no-estuvieramos-aqui201802102019\\_noticia.htm](https://www.abc.es/espana/abci-habria-sido-mali-si-no-estuvieramos-aqui201802102019_noticia.htm) (09.02.2023).
- NARANJO José, 2013, «Bamako y los rebeldes tuaregs alcanzan un acuerdo sobre Kidal», *Elpaís*, [https://elpais.com/internacional/2013/06/18/actualidad/1371574854\\_896544.html](https://elpais.com/internacional/2013/06/18/actualidad/1371574854_896544.html) (06.02.2022).
- NARANJO, José, 2018, «La violencia étnica campa por el centro de Mali», *El país*, Bamako, [https://elpais.com/internacional/2018/07/23/actualidad/1532363491\\_453206.html](https://elpais.com/internacional/2018/07/23/actualidad/1532363491_453206.html) (10.02.202).
- NATIONS UNIES, 2022, « Retour sur l'année 2022 : alors que les conflits font rage, le dialogue reste « le seul espoir » de paix », *L'actualité mondiale Un regard humain, paix et sécurité*, <https://news.un.org/fr/story/2022/12/1131007> (15.02.2023).
- NEWS BAMACO.COM, 2022, « Le ministre espagnol des Affaires étrangères n'exclut pas une intervention de l'OTAN au Mali », <http://news.abamako.com/h/272128.html> (10.02.2023).
- OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME, 2016, *Programme Sahel 2013-2017 Rapport d'activité Janvier 2016. Renforcer le Sahel contre le crime et le terrorisme*, Dakar, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.
- ONU. Resoluciones 2071, 2012 et 2085, 2012 del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas. [http://www.un.org/es/comun/docs/?symbol=S/RES/2071\(2012\)](http://www.un.org/es/comun/docs/?symbol=S/RES/2071(2012)) y [http://www.un.org/es/comun/docs/?symbol=s/res/2085\(2012\)](http://www.un.org/es/comun/docs/?symbol=s/res/2085(2012)) (08.02.2023).
- REAL INSTITUTO ELCANO, 2020, «8° Foro Elcano sobre Terrorismo Global: Yihadismo y terrorismo en el Sahel: implicaciones para España», Madrid, <https://www.realinstitutoelcano.org/>(08.02.2023).

N'Guessan Estelle KOUAME, N'Guessan Germain KOUAME, La contribution de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme au sahel: quelles stratégies pour le maintien de la paix ?, revue *Échanges*, n° 020, juin 2023

SHUTTLEWORTH Martyn, 2008, *Conception descriptive de la recherche*, Retrieved Feb 27, 2023 from Explorable.com: <https://explorable.com/fr/conception-descriptive-de-la-recherche>(15.02.2023).

SIALI Mohamed, 2020, « Negociar con Al Qaeda ya no es un tabú en el Sahel », *La*

*Vanguardia*, <https://www.lavanguardia.com/internacional/20200224/473737717657/negociar-con-al-qaeda-ya-no-es-un-tabu-en-el-sahel.html>(15.02.2023).

WIEDEMANN Charlotte, 2018, *Une grande présence militaire, moins de sécurité. Le Mali, cinq ans après le début de l'intervention*. Heinrich-Böll-Stiftung.